

TD MOSCOU 3951

URSS  
91-95

URSS 2-9/1  
31/08/91 12H54 - 225752

3-FT

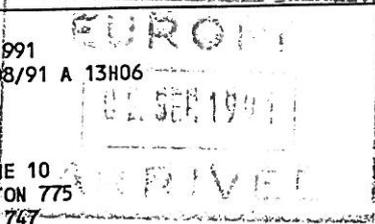
Carbon 7663

3EU  
2EOR 2MAE 2CP CMF 2AM 2DT 2ASP 2STR CM4 3NU CM6 CM3 2DJ 2CS CSM CMN  
4RI 3CE 2DIP

OLB30

TD MOSCOU 3951

LE 31 AOUT 1991  
MCOU LE 31/08/91 A 13H06



URGENT  
CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE  
NB : FICHE TELEGRAPHIQUE  
AD DIPLOMATIE 3951  
CQ DFRA BRUXELLES 315  
CQ VARSOVIE 277  
CQ PRAGUE 285  
CQ BUDAPEST 271  
CQ BUCAREST 229  
CQ SOFIA 260  
CQ BELGRADE 208  
CQ FSLT LENINGRAD 329  
CQ TOKYO 282  
CQ DFRA NEW YORK 356  
CQ LISBONNE 40  
CQ BRUXELLES 24  
CQ COPENHAGUE 44  
CQ STOCKHOLM 37  
CQ ATHENES 32  
CQ TIRANA 17

CQ LA HAVANE 10  
CQ WASHINGTON 775  
CQ LONDRES 747  
CQ BONN 702  
CQ VIENNE 51  
CQ ROME 137  
CQ RPAN BRUXELLES 427  
CQ ANKARA 58  
CQ FSLT KIEV 302  
CQ PEKIN 293  
CQ MADRID 38  
CQ LA HAYE 41  
CQ DUBLIN 17  
CQ HELSINKI 44  
CQ OSLO 38  
CQ HANOI 22

oui  
B/D

TXT

OBJET : MORT DU PARTI COMMUNISTE ? (1/3).

/MOTS-CLES : URSS, PC//

LA TENTATIVE AVORTEE DE COUP D'ETAT A PROVOQUE UNE TOURMENTE QUI EST EN TRAIN D'EMPORTEUR LE PARTI COMMUNISTE. EN QUELQUES JOURS, LES POSITIONS DE POUVOIR ET LES MOYENS D'INFLUENCE DU PCUS ONT ETE MISES A BAS. CELA SIGNIFIE-T-IL POUR AUTANT LA DISPARITION DEFINITIVE ET GLOBALE DU PC EN TANT QUE FORCE SOCIALE ET POLITIQUE ?

PLUSIEURS FACTEURS DOIVENT ETRE PRIS EN COMPTE POUR TENTER DE REpondRE A CETTE QUESTION.

TOUT D'ABORD LA SITUATION N'EST PLUS HOMOGENE DANS L'ENSEMBLE QUE CONSTITUAIT L'URSS. LE SORT DE CE QUI FUT PENDANT PLUS DE SOIXANTE DIX ANS LE PARTI UNIQUE DIRIGEANT D'UN ETAT MULTINATIONAL NE PEUT ETRE AUJOURD'HUI JUSTICIABLE D'UNE EVALUATION UNIQUE. A UN MOMENT OU LES REPUBLIQUES S'AFFIRMENT PLUS QUE JAMAIS, L'ANALYSE DOIT PRENDRE EN COMPTE LES DIFFERENCES LOCALES.

EN OUTRE RIEN NE PERMET DE SAVOIR PRECISEMENT COMMENT DES STRUCTURES NOUVELLES D'UN ETAT DEMOCRATIQUE PRENDRONT LA PLACE D'UN PC QUI CONSTITUAIT LA CHARPENTE DE L'ETAT SOVIETIQUE ET SI ELLES SERONT RAPIDEMENT EN MESURE D'ADMINISTRER CE PAYS MENACE PAR LE CHAOS.

ENFIN, COMPTE TENU DES INCERTITUDES NOMBREUSES QUI PESENT ENCORE SUR LE DESTIN DE L'URSS ET, A COURT TERME, DES DIFFICULTES CONSIDERABLES D'APPROVISIONNEMENT QUE RISQUE FORT DE CONNAITRE CE PAYS AU COURS DE L'HIVER PROCHAIN, ON NE PEUT EXCLURE QUE LES COMMUNISTES TENTENT DE REGAGNER LES POSITIONS QU'ILS VIENNENT BRUTALEMENT DE PERDRE.

I - LE DEMANTELEMENT DU SYSTEME COMMUNISTE.

1) LA SUPPRESSION EN 1990 DU ROLE DIRIGEANT DU PCUS DANS LA CONSTITUTION DE L'ETAT SOVIETIQUE N'AVAIT PAS SUFFI A L'ERADIQUER DE TOUTES LES STRUCTURES POLITIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES QU'IL AVAIT TOTALEMENT COLONISEES.

LE PREMIER COUP DE BOUTOIR TOUCHANT A LA SUBSTANCE MEME DU POUVOIR DU PCUS EST VENU DU PRESIDENT RUSSE, M. ELTSINE, QUI A DECIDE LE 20 JUILLET DERNIER LA

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

'DEPARTISATION'', C'EST A DIRE LA SUPPRESSION DES ACTIVITES DU PC DES ADMINISTRATIONS ET DES ENTREPRISES DE RUSSIE (CF TD MOSCOU 3432).

ASSEZ RAPIDEMENT LA RESISTANCE S'EST MANIFESTEE, NOTAMMENT AU SEIN DE L'ARMEE. RETROSPECTIVEMENT, IL PARAIT TOUT A FAIT SIGNIFICATIF QUE TROIS JOURS AVANT LE PUTSCH (LE 16 AOUT DERNIER) AIT PARU DANS LE JOURNAL DE L'ARMEE, 'L'ETOILE ROUGE', UNE 'DECLARATION' DU PLENUM DU COMITE DU PARTI DES FORCES ARMEES ET DE LA COMMISSION DU PCUS DES FORCES ARMEES DENONCANT AVEC UNE GRANDE VIRULENCE L'ACTION DES FORCES ANTI-COMMUNISTES ET S'EN PRENANT, EN FAIT ET ENTRE AUTRE, A LA DEPARTISATION.

2) DE MEME QUE L'ECHEC DU COUP D'ETAT A PRECIPITE L'ECLATEMENT DE L'UNION -CE QUE LES PUTSCHISTES VOULAIENT JUSTEMENT EMPECHER-, DE MEME AURA-T-IL PERMIS LE DEMANTELEMENT DU PCUS, COUPABLE, AU PIRE, DE COLLUSION OU, AU MIEUX, DE PASSIVITE A L'EGARD DES DITS PUTSCHISTES.

LE MOUVEMENT EST ALLE TRES VITE ET S'EST DEROULE SUR TROIS PLANS :

EN CE QUI CONCERNE LA RSFSR, LE PRESIDENT ELTSINE A DECIDE (1) LA SUSPENSION DES ACTIVITES DU PC DE RUSSIE, (2) L'INTERDICTION DE LA PUBLICATION DES JOURNAUX COMMUNISTES, (3) LE PASSAGE DES ARCHIVES DU PCUS SOUS LE CONTROLE DE LA RUSSIE, (4) LA NATIONALISATION PAR LES AUTORITES RUSSES DE TOUS LES BIENS DU PC DE RUSSIE ET DU PCUS EN RUSSIE.

- L'OPPROBRE QUI A TOUT DE SUITE FRAPPE LE PCUS DU FAIT DE SON ATTITUDE PENDANT LE PUTSCH, JOINTE A L'OFFENSIVE RUSSE POUR ELIMINER LES COMMUNISTES, A AMENE LE PRESIDENT GORBACHEV ET LE SOVIET SUPREME A PRENDRE A LEUR TOUR TOUTE UNE SERIE DE MESURES :

. M. GORBACHEV A (1) DEMISSIONNE DE SON POSTE DE SECRETAIRE GENERAL, (2) APPELE LE COMITE CENTRAL A S'AUTODISSOUDRE, (3) PRIS UN DECRET PLACANT LES BIENS DU PCUS SOUS LA PROTECTION DES SOVIETS LOCAUX, (4) INTERDIT LA PRESENCE ET L'ACTIVITE DU PC DANS L'ARMEE, LE KGB ET LE MINISTERE DE L'INTERIEUR.

. LE SOVIET SUPREME ENFIN A (1) SUSPENDU LES ACTIVITES DU PCUS SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DE L'URSS, (2) CHARGE LE MINISTERE PUBLIC DE L'URSS D'ENQUETER SUR LA PARTICIPATION DES ORGANES DIRIGEANTS DU PCUS AUX ACTES ANTICONSTITUTIONNELS DU 'COMITE POUR L'ETAT D'URGENCE'.

- DANS LES REPUBLIQUES, LES EVENEMENTS MOSCOVITES ONT EU DEUX EFFETS :

(1) LA RUPTURE DES LIENS ENTRE LES PC REPUBLICAINS ET LE PCUS : DEMISSION DES PRESIDENTS (OUZBECK, KAZAKH, AZERI, UKRAINIEN) DU BUREAU POLITIQUE ET DU COMITE CENTRAL DU PCUS., SUPPRESSION DES LIENS ORGANISATIONNELS ENTRE LE PCUS D'UNE PART, LES PC REPUBLICAINS (OUZBEK, KAZAKH, AZERI) D'AUTRE PART., NATIONALISATION DE BIENS IMMOBILIERS DU PCUS (AU KIRGHISTAN, AU TADJIKISTAN).

(2) DES BOULEVERSEMENTS A L'INTERIEUR DES PC LOCAUX : DEMISSION DES BP ET DES SECRETARIATS DES PC (KAZAKH ET KIRGHIZ), DEMISSION DES PRESIDENTS DES PC (UKRAINIEN, AZERI, KAZAKH), INCOMPATIBILITE ENTRE LES FONCTIONS GOUVERNEMENTALES ET L'APPARTENANCE AU PC (KAZAKHSTAN), SUSPENSION TEMPORAIRE DE L'ACTIVITE DES PC LOCAUX (EN AZERBAIDJAN, UKRAINE, BIELORUSSIE), PROJET DE CHANGEMENT DE NOM ET DU PROGRAMME DU PC (OUZBEKISTAN).

CE TRAIN DE MESURES, DIFFERENTES SELON LES REPUBLIQUES, REpond -C'EST TRES NET EN ASIE CENTRALE- AU SOUCI DE PRENDRE SES DISTANCES A L'EGARD DU PCUS DISCREDITE, VOIRE, SI NECESSAIRE, A L'EGARD DES PC LOCAUX, ET, LE CAS ECHEANT, DE S'ENGAGER DANS UNE OPERATION DE RAVALEMENT, L'IMPORTANT ETANT, POUR LES EQUIPES EN PLACE, DE RESTER AU POUVOIR. (A SUIVRE). (PTS)./.

DUFOURCQ

TD MOSCOU 3952

URSS 2.9/1

31/08/91 13H07 - 225750

3-FT

3EU  
2EOR 2MAE 2CP CMF 2AM 2DT 2ASP 2STR CM4 3NU CM6 CM3 2DT 2CS CSM CMN  
4RI 3CE 2DIP

EUROPE

31 SEP 1991

CLB

TD MOSCOU 3952

LE 31 AOUT 1991  
MCOU LE 31/08/91 A 13H06

URGENT

CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE

NB : FICHE TELEGRAPHIQUE

- AD DIPLOMATIE 3952
- CQ DFRA BRUXELLES 316
- CQ VARSOVIE 278
- CQ PRAGUE 286
- CQ BUDAPEST 272
- CQ BUCAREST 230
- CQ SOFIA 261
- CQ BELGRADE 209
- CQ FSLT LENINGRAD 330
- CQ TOKYO 283
- CQ DFRA NEW YORK 357
- CQ LISBONNE 41
- CQ BRUXELLES 25
- CQ COPENHAGUE 45
- CQ STOCKHOLM 38
- CQ ATHENES 33
- CQ TIRANA 18

- CQ LA HAVANE 11
- CQ WASHINGTON 776
- CQ LONDRES 748
- CQ BONN 703
- CQ VIENNE 52
- CQ ROME 138
- CQ RPAN BRUXELLES 428
- CQ ANKARA 59
- CQ FSLT KIEV 303
- CQ PEKIN 294
- CQ MADRID 39
- CQ LA HAYE 42
- CQ DUBLIN 18
- CQ HELSINKI 45
- CQ OSLO 39
- CQ HANOI 23

TXT

OBJET : MORT DU PARTI COMMUNISTE ? (2/3).

/MOTS-CLES : URSS, PC//

II - LES CONSEQUENCES DU DEMANTELEMENT DU PARTI.

ELLES TOUCHENT LES BIENS ET LES PERSONNES. PLUSIEURS QUESTIONS SE POSENT : (1) COMPTE TENU DE L'EXISTENCE DE DEUX AUTORITES SINON CONCURRENTES, AU MOINS PARALLELES - LA RUSSIE ET L'UNION - QUI, EN FAIT, VA SE CHARGER DE LA LIQUIDATION DES BIENS, SELON QUELLES REGLES ET DANS QUEL CADRE JURIDIQUE ? (2) QUE VONT DEVENIR LES CADRES DU PARTI NON SEULEMENT CEUX DE L'APPAREIL CENTRAL PROPREMENT DIT, MAIS TOUS CEUX, PRESENTS DANS L'ARMEE, LE KGB, LES MINISTERES, LES ENTREPRISES, QUE VISENT DIRECTEMENT LES MESURES DE DEPARTISATION ?

- EN CE QUI CONCERNE LES BIENS (IMMOBILIERS, MOBILIERS, FINANCIERS, ARCHIVES), LA SITUATION ACTUELLE APPARAIT QUELQUE PEU CONFUSE :

. LES AUTORITES RUSSES ONT, POUR LEUR PART, DECIDE PAR OUKAZE DU PRESIDENT ELTSINE DU 25 AOUT DE 'PROCLAMER PROPRIETE D'ETAT DE LA RSFSR TOUS LES BIENS MOBILIERS ET IMMOBILIERS APPARTENANT AU PCUS ET AU PARTI COMMUNISTE DE LA RSFSR, Y COMPRIS LES ROUBLES ET LES DEVICES ETRANGERES PLACES DANS LES BANQUES, LES SOCIETES D'ASSURANCES ET LES SOCIETES ANONYMES, LES ENTREPRISES MIXTES ET AUTRES ETABLISSEMENTS ET ORGANISATIONS SE TROUVANT SUR LE TERRITOIRE DE LA RSFSR ET A L'ETRANGER'. TOUTES LES RESSOURCES FINANCIERES DU PCUS SE TROUVANT A L'ETRANGER SERONT PARTAGEES, PAR ACCORD MUTUEL, ENTRE LES REPUBLIQUES APRES LA SIGNATURE PAR CES DERNIERES DU TRAITE DE L'UNION. ENFIN, LE MID DE RUSSIE DOIT S'ADRESSER D'URGENCE AUX GOUVERNEMENTS DE TOUS LES PAYS EN LEUR DEMANDANT DE GELER DANS LES BANQUES ET AUTRES ORGANISATIONS LES AVOIRS DU PCUS ET DE COMMUNIQUER AU CONSEIL DES MINISTRES DE LA RSFSR LES DONNEES CONCERNANT LEURS VOLUMES.

. LE SOVIET SUPREME DE L'URSS A, DE SON COTE, DECIDE LE 29 AOUT, DE CHARGER LES SERVICES DU MINISTERE DE L'INTERIEUR D'ASSURER LA CONSERVATION DES BIENS ET DES

ARCHIVES DU PCUS. LES INSTITUTIONS ET LES BANQUES DOIVENT CESSER TOUTES LES OPERATIONS AVEC LES FONDS DU PCUS.

LE PRESIDENT GORBATCHEV AVAIT LUI AUSSI PRIS LE 24 AOUT UN DECRET SUR LES BIENS DU PCUS PREVOYANT QUE "LES SOVIETS DES DEPUTES DEVAIENT PRENDRE SOUS LEUR PROTECTION LES BIENS DU PARTI COMMUNISTE SOVIETIQUE, LES QUESTIONS LIEES A LEUR UTILISATION ULTERIEURE DEVANT ETRE RESOLUES EN STRICTE CONFORMITE AVEC LES LOIS".

COMMENT VA-T-ON CONCILIER CES DEUX TRAINS DE DECISIONS, LA RUSSIE VOULANT LA NATIONALISATION TOTALE A SON PROFIT, L'UNION SE LIMITANT, POUR LE MOMENT, A DES MESURES CONSERVATOIRES ? IL APPARAIT BIEN QUE LE SORT DES DEPOUILLES DU PCUS SOIT UN DES ENJEUX DE LA RIVALITE ENTRE UN POUVOIR RUSSE QUI VEUT AFFIRMER SA PREMINENCE SUR SON TERRITOIRE ET UN POUVOIR CENTRAL QUI CHERCHE ENCORE A LEGIFERER ET A DECIDER.

RIEN NE PERMET DE DIRE COMMENT, CONCRETEMENT, SERA RESOLUE CETTE QUESTION. EN PRATIQUE, LES SAISIES D'IMMEUBLES ONT DEJA COMMENCE ET, A MOSCOU, C'EST LE MOSSOVIET QUI EN A PRIS POSSESSION.

- DANS LES REPUBLIQUES D'ASIE CENTRALE, LA "NATIONALISATION" DES STRUCTURES DES PC DECIDEE PAR LES POUVOIRS LOCAUX RISQUE DE RENDRE LETTRE MORTE LES OUKAZES PRESIDENTIELS OU LES DECISIONS DU SOVIET SUPREME.

AINSI, LES BIENS ET LES IMMEUBLES DU PCUS SONT-ILS SAISIS PAR LES AUTORITES REPUBLICAINES (AU KIRGHISTAN, AU TADJIKISTAN, DANS LES PAYS BALTES, PEUT-ETRE EN BIELORUSSIE). LA RUPTURE DES LIENS ENTRE LE PCUS ET LES PC LOCAUX EST, ENTRE AUTRE, DESTINEE A METTRE LES BIENS DE CEUX-CI A L'ABRI DE L'OPERATION DE DEMANTELEMENT LANCEE PAR MOSCOU.

- LE PROBLEME EST D'AUTANT PLUS COMPLEXE QUE LE RECENSEMENT ET L'EVALUATION DES BIENS DU PCUS EST SUJET A CONTROVERSE. M. VOLSKI ESTIME A 4 MRDS DE ROUBLES LE "TRESOR" DU PCUS. OR SELON LE VICE PREMIER MINISTRE DU GOUVERNEMENT DE MOSCOU, LES BIENS DU COMITE CENTRAL DU PCUS ET DES ORGANISATIONS DU PARTI DE MOSCOU ET DE SA REGION SE MONTENT, A EUX SEULS, A 5 MRDS DE ROUBLES.

- QUANT AUX PERSONNES, LE PROBLEME EST DOUBLE : (1) LA "DEPARTISATION" DES STRUCTURES ADMINISTRATIVES ET ECONOMIQUES SERA-T-ELLE EFFECTIVE DANS L'ENSEMBLE DU PAYS ? (2) SI OUI, QUE VONT DEVENIR CES DIZAINES DE MILLIERS DE FONCTIONNAIRES DU PARTI ?

LA "DEPARTISATION" DEVRAIT METTRE AU CHOMAGE TOUS LES OFFICIERS POLITIQUES DE L'ARMEE ET DU KGB. IL EST CLAIR, POUR LES REFORMATEURS RUSSES, QUE CES OFFICIERS QUITTERONT LES RANGS DES FORCES ARMEES S'ILS NE PEUVENT PAS PROUVER QU'ILS POSSEDENT UNE REELLE COMPETENCE TECHNIQUE.

QUEL SERA LEUR SORT ? M. GORBATCHEV A PREVU, DANS SON DECRET DU 24 AOUT, QUE "CONFORMEMENT A LA LEGISLATION, LES SOVIETS DES DEPUTES DOIVENT PRENDRE LES MESURES NECESSAIRES POUR TROUVER DES EMPLOIS ET ASSURER LA PROTECTION SOCIALE DES MILITANTS DES COMITES DU PARTI QUI CESSENT LEURS ACTIVITES". DANS QUELLE MESURE CE DECRET SERA REELLEMENT APPLIQUE ALORS QUE LA RUSSIE EST DETERMINEE A ERADIQUER LE PC ET SES MEMBRES DE TOUTES LEURS POSITIONS ?

M. GORBATCHEV A DEMANDE QUE LES ORGANISMES JUDICIAIRES ET AUTRES ORGANES DE L'ETAT EMPECHENT QUE LES DROITS CIVILS DE CES GENS SOIENT VIOLES. DE SON COTE M. ELTSINE SE FAIT APAISANT EN S'OPPOSANT A UNE CHASSE AUX SORCIERES. CEPENDANT ON NE PEUT EXCLURE, OUTRE DE PROFONDES RESISTANCES LOCALES, QUE LA PERTE D'EMPLOIS, DE RESSOURCES ET DE PRIVILEGES, JOINTE A UN SENTIMENT DE PERSECUTION - VOIRE A DES ACTES CERTES ISOLEES MAIS MENACANT TOUT DE MEME LA SECURITE ET LES BIENS DES FONCTIONNAIRES DU PARTI - NOURRISSE UN PROFOND DESIR DE REVANCHE, VOIRE FACILITE LA RECREATION DE RESEAUX ET LA RECONSTITUTION D'UNE COHESION. (A SUIVRE). (PTS)./.

DUFOURCQ